

## CHAPITRE II : LA RELANCE DE LA PRODUCTION DE RIZ ET LES PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DE LA REGION

Dans ce chapitre, on étudie les stratégies pour une augmentation de la production agricole et autosuffisance en riz, l'amélioration de l'élevage, l'élargissement de l'éco tourisme et l'exploitation minière.

### **SECTION I : AUGMENTATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET AUTOSUFFISANCE EN RIZ**

Le changement de mentalité et de comportement des paysans est très important pour porter une augmentation et une amélioration des rendements de la région.

Pour cela, des stratégies et des structures d'appui seront à imposer.

#### **§.1. LA STRATEGIE DE DOUBLEMENT DE PRODUCTION :**

1.1. Le développement rural durable :

La politique de l'Etat d'ici l'année 2012 c'est de pouvoir maximiser le rendement rizicole de chaque partie de la grande île, cette politique stipule que chaque agriculteur doit assumer son rôle car l'atteinte de ce but de l'Etat dépend de chaque agriculteur.

Le gouvernement, afin de pouvoir augmenter le rendement met à la disposition des producteurs des moyens efficaces et cela pour aboutir, et même jusqu'à réduire, la pauvreté et arriver à un développement rural durable, pour cela, il a établi le MAP, une feuille de route pour une fierté nationale.

C'est un ouvrage qui stipule 8 (huit) engagements, dont l'engagement N° 04 qui se porte spécifiquement sur LE DEVELOPPEMENT RURAL, et engage à relever 6 (six) défis tels que :

- **La sécurisation de la sécurité foncière** : dont l'action à entreprendre est de promouvoir les certificats fonciers à la portée des paysans. Les agents topographiques viennent jusqu'aux paysans afin de pouvoir délimiter et border leurs terrains et leur donner un certificat foncier qui certifie sa possession du terrain qui est utile pour éviter que d'autres s'emparent du terrain.
- **L'amélioration de l'accès au financement rural** : améliorer le taux de pénétration du crédit rural, faire valoir les certificats fonciers comme garantie bancaire pour obtenir des prêts bancaires.

Augmenter le nombre d'institutions financières mutualistes et des banques primaires et faciliter les procédures administratives liées à la micro finance.

- **Le lancement d'une révolution verte durable** : pour cela l'Etat doit offrir les opportunités d'augmenter les surfaces cultivables, aménager des nouveaux périmètres rizières potentiellement exploitables et financer les infrastructures de production comme la réhabilitation des barrages hydro-agricoles, la confection des greniers ou silos,.....
- **Promouvoir les activités orientées vers le marché** : c'est-à-dire améliorer le système de commercialisation et être à l'écoute rurale, approcher les paysans et déterminer leurs offres sans intermédiaire.
- **La diversification des activités agricoles** : collaborer et travailler avec les OP et apporter les aides dont ils ont besoins pour améliorer leurs activités agricoles comme offrir des semences et des engrais appropriés qui peuvent être exploités dans la région.
- **L'accroissement de la VA agricole et promouvoir l'agrobusiness** : en vulgarisant les techniques améliorer de culture pour pouvoir augmenter les rendements en quantité ainsi qu'en qualité.

Ces défis sont jugés productifs pour un développement rural durable.

#### 1.2. La politique semencière :

Le système semencier à Madagascar est pris en charge par différents acteurs à différents niveaux.

La recherche (FOFIFA, FIFAMANOR) produit en régie les semences de souche et de pré base. Le CMS (centres multiplicateurs de semences) , les GPS (groupements de paysans semenciers) et les entreprises semencières multiplient les semences contrôlées ou non et éventuellement certifiées, c'est-à-dire celles qui seront commercialisées. Le contrôle et la certification sont assurés par le service officiel de contrôle (SOC) tandis que la distribution se fait par différents entités (centres, particuliers, entreprises,....). Du fait que les attributions de chaque entité ne sont pas réellement définies, les centres de recherche produisent des semences commerciales et les CMS produisent eux-mêmes leurs semences de base. La majorité de la production de semence reste encore dominée par les CMS sous tutelle de l'Etat.

Pour une superficie de 1 are, le SRI nécessite 100 à 200 kapoaka de semence, selon la qualité du sol, si le terrain est déjà fertile, il nécessite peu de semences par rapport aux nouveaux terrains, les terrains se fertilisent au bout de deux ou trois saisons de culture selon les préparations et les entretiens effectués par son propriétaire.

En ce qui concerne les semences, la région n'a pas encore de nouvelle qualité de semences, depuis longtemps, les semences que la région utilise sont les SEBOTA 41, SEBOTA 2787, X 265, Tsipala, qui ne sont plus jugées rentables. Le 2366 (riz pluvial) est disponible chez MIFAFI, une association qui se spécialise dans l'agronomie, une nouvelle qualité de semence mais les paysans ne se manifestent pas beaucoup d'intérêt.

L'Etat, met en vigueur une politique semencière pour inciter les paysans et vulgariser l'utilisation des semences qu'il offre pour obtenir une bonne qualité de récolte comme les Makalioka luxe, mangamila luxe, qui répondent à la norme de qualité de riz sur le marché international.

### 1.3. La politique d'utilisation d'engrais :

La politique nationale d'utilisation d'engrais est basée sur l'amélioration de la fertilité du sol par le compostage et par l'utilisation rationnelle des engrais à dose optimum selon la nature du sol et les conditions climatiques, le tout englobe la préservation de l'environnement naturel.

Pour la région de l'Ihorombe, en collaboration avec les agents de l'Agriculture, il faut augmenter le niveau d'utilisation d'engrais à 100 Kg / Ha, ce taux est actuellement à 5 Kg / Ha<sup>29</sup>

Cependant, il est impérativement important que les agents du Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche effectuent incessamment des analyses facilitant la détermination des formules d'engrais adaptées à la région de l'Ihorombe et vulgarise officiellement les résultats de la proportion à utiliser pour une rizière d'un hectare (1ha):

---

<sup>29</sup>Source : DRDR de la région,2007

- ✓ COMPOSTS - FUMURES
- ✓ UREE
- ✓ DOLOMIE
- ✓ NPK
- ✓ DAP

Ces cinq variétés d'engrais doivent être réunies pour obtenir un rendement satisfaisant.

La vulgarisation<sup>30</sup> de ce résultat d'étude doit avoir une large diffusion, une communication accessible à tous les riziculteurs, soit par Radio locale, soit par diffusion directe le jour du marché ou distribution de dépliant par Riziculteur.

En ce qui concerne le compost, 90 % des paysans de la région savent déjà comment préparer le compost à partir des déchets et ordures, ils préparent eux-mêmes leurs propres composts, ce qui n'est pas un problème car la majorité des paysans sont à la fois agriculteurs et éleveurs, les déchets organiques ne sont pas difficiles à trouver.

Il faut aussi sensibiliser les riziculteurs sur les rôles de chaque variété d'engrais. Cette sensibilisation doit être réalisée soit par la Radio locale ou nationale. Car nombreux sont les riziculteurs qui confondent les rôles des engrais sur l'accroissement et la qualité de culture de riz et n'utilisent qu'une ou deux variétés seulement alors qu'il faut combiner les 5 variétés d'engrais pour un résultat fiable.

## **§.2. LES STRUCTURES D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE RENDEMENT RIZICOLE**

### 2.1. Les coopératives :

Les coopératives sont des sociétés civiles particulières à capital variable.

Pour faciliter l'intervention de l'Etat, des bailleurs de fonds, des opérateurs fournisseurs d'intrants et matériels agricoles, ainsi que des opérateurs financiers sont mis à la disposition des paysans, et il faut encourager la mise en place des coopératives agricoles.

Actuellement les paysans dans cette zone se regroupent en une association ou en Organisation Paysanne (OP). Cependant, on a constaté que ces structures sont limitées dès que l'Organisation paysanne n'est pas encadrée par un projet (PSDR, ACCORDS...). Les Organisations Paysannes ont été créées dans le but de satisfaire

---

<sup>30</sup> Voir glossaire, page 8

uniquement aux exigences de Projets. Une fois que le projet est terminé, la plupart des OP ou associations disparaissent aussi avec le projet, et cette disparition engendre des conséquences néfastes sur la motivation des paysans, sur la production, et évidemment sur leur niveau de vie, ce qui limite la pérennité de ces structures.

La coopérative sera plus solide comme structure, appropriée à l'heure de mondialisation actuelle. Elle permet aux paysans de négocier facilement auprès des partenaires concernés. Et surtout, elle facilite l'accès au système financier.

Cependant, l'institution financière TIAVO Barabe est déjà présente dans la région, une institution financière spécialisée en micro finance pour financer les petits projets des agriculteurs, elle est souvent présente dans le monde de l'agriculture, l'accès à cette institution financière accomode plus les paysans par rapport aux institutions bancaires malgré la présence de ces dernières par l'intermédiaire de la BOA qui demeure une banque des tantsaha mpamokatra, la banque des paysans producteurs.

## 2.2. Les institutions de micro finance :

Le Micro finance joue un rôle important dans le processus de développement. Le revenu de chaque ménage malgache est très bas surtout en milieu rural qu'il est incontournable de les soutenir financièrement pour pouvoir développer l'économie.

Le Micro finance est devenu un pilier du développement, une partie intégrante de la politique générale de développement.

Trois axes stratégiques sont développés par les IMF<sup>31</sup> (institution de micro finance)

Axe stratégique n°1 : amélioration du cadre économique légal et réglementaire pour un développement harmonieux du secteur de la microfinance.

Axe stratégique n°2 : offre viable et pérenne de produits et services adaptés, innovants, diversifiés et en augmentation dans les zones non couvertes et dans celles faiblement couvertes par des IMF professionnelles.

Axe stratégique n°3 : organisation du cadre institutionnel de manière à permettre une bonne structuration et une conduite efficiente du secteur.

---

<sup>31</sup> Tracés par le PRD de la région

Selon la loi 2005 – 016 du 29 Septembre 2005, les Institutions de Micro Finances (IMF) se distinguent en trois niveaux que ces institutions soient mutualistes ou non.

Le niveau varie en fonction de la complexité des opérations, des surfaces financières et du degré de contrôle réalisé par la Commission de Supervision Bancaire et Financière (CSBF).

En général, les Malgaches sont très réticents à l'endettement, mais avec l'évolution de l'environnement actuel, ils sont nombreux à y adhérer. Le taux élevé du crédit reste aussi un handicap pour les autres acteurs. Toujours est –il que Madagascar a besoin de ce système pour pallier à la pauvreté.

Ainsi, avec la vision de moderniser l'agriculture, les agents de l'Etat doivent renouer la confiance entre les paysans et les agents de Micro finance. Les agents de l'Etat doivent jouer le rôle de l'interface.

Donc, il faut sensibiliser les riziculteurs à adhérer dans ce système de Micro finance pour ses investissements. Les opérateurs privés doivent envisager la mise en place d'une assurance – agricole pour soutenir ces paysans.

Actuellement, le TIAVO BARABE, est la seule institution de micro finance présente dans la région, où les paysans n'ont pas le choix, il existe la BOA mais les formalités d'adhésion sont nombreuses et demandent des documents spécifiques, ce qui ne motivent pas les paysans d'y adhérer.

Le renforcement de capacité des Riziculteurs, renforcement du rôle de l'Etat sur le changement de comportement, de mentalité est une condition de la réussite de la Révolution verte. Certes la Région de l'Ihorombe comme dans toutes les régions de Madagascar, les paysans ont un fort ancrage à la tradition ancestrale.

Pourtant le Défi est lancé, et il faut agir. La réussite de ce modèle de développement dépend en grande partie du changement de comportement des agriculteurs en améliorant leurs techniques de production (système de riziculture, intrants, mécanisation des matériels agricoles).

Pour atteindre les objectifs spécifiques, les paysans de l'Ihorombe doivent changer entièrement de mentalité et de méthode de travail, et ceci doit être accompagné d'une réforme institutionnelle qu'est la décentralisation effective afin de mieux

assister et encadrer les paysans pour qu'ils deviennent des agriculteurs entrepreneurs.

## 2.2. Les encadrements des paysans :

Pour cela, il doit y avoir un encadrement permanent auprès des paysans :

- Accompagnement systématique

Le but de cet encadrement systématique est d'améliorer le niveau de base des paysans suivant la situation sur :

- Le parachutage des résultats issus de la recherche sans considérer les conditions du milieu où ils travaillent, ni les pratiques habituelles des paysans. En ne cherchant ni adaptant ces technologies, ni à les intégrer dans le système existant sur place;

- La maîtrise du système de production où ils évoluent, en ne considérant pas les paysans comme partenaires et en ne requérant à aucun moment leur participation effective dans la conduite de toute action de vulgarisation.

- Le manque d'initiative de la part de la vulgarisation pour générer les technologies prise en compte des expériences paysannes, insuffisance de l'esprit d'observation

- Le cantonnement sur le côté agriculture pure : c'est-à-dire la loi sur la rente et la communication ;

- Le niveau intellectuel est très faible, c'est-à-dire qu'il existe beaucoup d'illettrés alors, les paysans ont souvent des complexes vis-à-vis la vulgarisation.

- Accompagnement Périodique :

Le paysan ne doit pas travailler seul, il a besoin d'appui, d'un cadre de collaboration et d'un programme de travail à effectuer pour une période déterminée entre organisme de développement rural tel que la DRDR, des partenaires valables. À la création des coopératives au changement de mentalité qui s'avère nécessaire de la part des vulgarisateurs.

Dans ce cadre, le Gouvernement a recommandé trois points très cruciaux dans le développement agricole en particulier la riziculture et cette recommandation est valable pour la région.

-Il faut renforcer la communication rurale et redynamiser l'animation rurale pour que la population s'approprie la vision et les défis à relever dans le domaine de l'agriculture. A partir d'une structure de communication bien établie, il faut créer une confiance mutuelle entre toutes les parties prenantes (Paysans, Opérateurs privés, Agents de l'Etat, L'Etat). Il faut que les paysans aient des supports de communication pour être informés sur le progrès ou sur la nouvelle technique d'agriculture à appliquer.

- La rapidité et l'efficacité : par l'adaptation des processus, par une décentralisation effective des compétences et des ressources, par une meilleure prise de responsabilités des acteurs ruraux.

- Passer à l'économie de marché : Il faut que les paysans pensent à produire plus pour deux raisons : premièrement, pour satisfaire leur besoin en riz, et en second lieu pour améliorer leur revenu. Pour cela, il faut renforcer la capacité des paysans, insisté sur les objectifs à atteindre, et cultiver le sens de l'entrepreneuriat.

- Accompagnement Annuel

Les paysans ont besoin de renforcement à :

- L'encadrement technique (engrais, entretien,...) pour pouvoir maîtriser la quantité des produits chimiques à employer pendant la culture.
- Au conseil sur la variété de riz qui correspond au climat et au type de sol actuel, l'animation paysanne pour leur encourager dans l'application du SRI.
- La formation théorique pour approfondir leur connaissance au niveau de la production, et pour bien connaître les différentes techniques y afférentes
- La facilitation de l'accès au crédit rural, pour pouvoir acheter des matériaux agricoles correspondant aux normes exigées et couvrir les dépenses pendant la période de culture.
- Au renforcement de capacités institutionnelles et organisationnelles des organisations paysannes.

Les axes stratégiques pour un meilleur rendement :

- Axe stratégique n°01 : mobilisation nationale concertée de la filière engrais

Les objectifs consistent à mobiliser à l'échelle nationale tous les acteurs concernés du monde rural afin de garantir une croissance importante de l'utilisation des fertilisants pour une rapide augmentation de la production agricole ; et contribuer à la mise en place d'un environnement politico-économique et réglementaire apportant la visibilité aux opérateurs privés, et cohérent avec l'objectif de développement du secteur « engrais ».

- Axe stratégique n°02 : utilisation rationnelle des engrais

Les objectifs consistent à augmenter les performances économiques des exploitations ; développer des systèmes productifs durables et rentables ; ajuster les actions de vulgarisation dans le cadre de la relance des activités de conseil agricole, renforcer les services d'appui à la production en général et à l'utilisation des engrais en particulier ; maximiser la rentabilité de l'utilisation de types d'engrais par l'introduction et l'utilisation de types d'engrais appropriés ; économiser sur les engrais minéraux par l'utilisation rationnelle des ressources fertilisantes locales et de l'eau.

- Axe stratégique n°03 : amélioration de l'accès au financement

L'objectif consiste à permettre l'acquisition des engrais aux différents niveaux.

- Axe stratégique n°04 : professionnalisation de la commercialisation

Les objectifs consistent à appuyer la confirmation et/ ou l'émergence des opérateurs professionnels en matière de distribution d'intrants agricoles, dont l'engrais ; appuyer la mise en place d'une stratégie d'approvisionnement durable ; améliorer les informations sur les marchés et respecter les normes et qualités.

Pour cela, des actions sont entreprises par l'Etat, afin d'atteindre les buts à citer :

1. Le concours national de riziculture :

Le gouvernement a organisé afin de motiver et d'inciter les paysans à produire ;

Un concours national de riziculture afin de concourir les paysans entre eux afin de pouvoir améliorer le rendement de la région et d'inciter des nouveaux producteurs.

Nombreux ont participé à ce concours et de nouveaux producteurs se sont apparus par la même occasion. Le gouvernement encourage la participation des paysans à la

production et récompense les meilleurs en leur offrant des terrains où ils peuvent élargir leurs concessions, des semences et des matériels.

Le rendement le plus important lors de ce concours, fut 5 tonnes, et après ce concours le nombre de terrains cultivés a augmenté de plus de trois fois.

## 2. La vitrine de Madagascar :

La vitrine régionale est très nécessaire car cela pourrait faire l'objet d'une preuve vivante de la comparaison des rendements donnés par le système SRI par rapport à ce qu'ils utilisent. Il est parfois difficile d'expliquer théoriquement mais ce sont les preuves vivantes et tangibles qui sont les meilleurs moyens de transférer les résultats. Une étude comparative montre que le résultat de rendement rizicole du nouveau système est arrivé jusqu'à sept fois plus que le repiquage en foule c'est-à-dire la méthode traditionnelle mais les paysans sont difficiles à convaincre.

Le tableau ci-dessous nous compare les deux systèmes de culture traditionnelle et intensive au niveau du coût et du temps engagé, les deux systèmes ne sont pas vraiment différents au niveau du temps et les travaux ne le sont pas aussi, mais la différence se manifeste au niveau du rendement obtenu, un tableau qui vérifie cette hypothèse.

La différence des coûts est égal à 56.250 ariary, le temps des travaux ne présente pas beaucoup de différence. Le rendement estimé pour la culture traditionnelle est évalué à 2,5tonnes /ha, soit en terme agricole 178 vata<sup>32</sup>, soit un montant égal à 1.424.000ar, en terme de profit, un bénéfice de 1.222.375ar, tandis que pour le SRI, le rendement est évalué à 5t, ou 357 vata, évalué à 2.856.000ar, soit un bénéfice de 2.629.625ar, soit une différence de 1.407.250ar qui est un revenu important pour les paysans, développé par le tableau qui suit :

---

<sup>32</sup> Vata : système de mesure des paddy, égal à 14 kilogrammes, et qui vaut 8.000ar/vata.

**Tableau N°09 : Comparaison des deux systèmes de culture sur une superficie de 01hectares**

RUBRIQUES	Quantité	Coût d'unité d'oeuvre	Montant en système intensif (en ariary)	Montant en système traditionnel (en ariary)
<b>SEMENCE</b>	40 kg	SRI :1000 ST : 600	40.000	24.000
<b>LABOUR</b>	13 H/jour	-	19.500	19.500
<b>FUMURE</b>	-	-	16.000	16.000
<b>HERSAGE</b>	02 H 30 mn	5.500	13.750	13.750
<b>NPK</b>	20kg	1.200	24.000	24.000
<b>UREE</b>	10kg	-	12.000	12.000
<b>DOLOMIE</b>	-	-	5.000	-
<b>DAP</b>	-	-	15.000	-
<b>REPIQUAGE</b>	10femmes /jr	-	15.000	15.000
<b>DESHERBAGE</b>	-	-	-	15.000
<b>SARCLAGE</b>	-	-	30.000	3.750
<b>MOISSON</b>	-	-	6.750	6.750
<b>TRANSPORT</b>	-	-	13.750	13.750
<b>BATTAGE</b>	-	-	4.125	4.125
<b>NOURRITURE</b>	-	-	26.500	26.500
<b>TOTAL</b>	-	-	<b>241.375</b>	<b>184.125</b>

SOURCE : vitrine de Madagascar 2007

Ce qui explique le grand intérêt à pratiquer le SRI même si ce dernier exige plus d'entretien et plus d'investissement.

Le bénéfice en culture intensive est beaucoup plus important par rapport à la culture traditionnelle, on pourrait doubler le bénéfice en utilisant la méthode intensive.

Avec ce profit, les riziculteurs peuvent améliorer leur niveau de vie, et assurer facilement leur autosuffisance en riz. En outre, ils pourront passer de l'économie de subsistance à une économie de marché. Certes le surplus de production pourra être écoulé sur le marché local ce qui non seulement stabilise le prix du riz mais assure une ressource financière stable pour les riziculteurs.

a) La vulgarisation du SRI :

- Le SRI ou le nouveau système de riziculture intensive appelé la plante à beaucoup de tiges est un système de culture facile à pratiquer mais demande un peu plus de vigilance à l'égard de celui qui la pratique car elle suit des conventions qui sont testées par des ingénieurs agronomes depuis l'année 1986 et maintenant le résultat est fiable à 100% et estimable très efficace donc le reste de travail à faire est de réussir à convaincre les paysans qu'ils n'ont rien à perdre avec le nouveau système. Ils pourront également augmenter leur surfaces cultivées car le repiquage en ligne diminue le nombre de plants sur une surface donnée, les plants disponibles pour une surface, en repiquage en foule peut arriver à combler deux ou trois fois même de la surface grâce aux espacements disponibles pour la bonne croissance des tiges pour un rendement satisfaisant.

Ce système demande une plus grande superficie à cultiver et un peu plus de travail mais avec un minimum de semences selon le terrain dont on dispose.

La vulgarisation du SRI, c'est-à-dire le transfert de techniques à la portée des paysans est indispensable car les paysans sont tous traditionnels, pour cela l'Etat a mis à disposition des paysans en collaboration avec les O.P. et les V.D.A. des formations gratuites pour transférer les savoirs au profit des paysans.

- Résultats attendus de l'application de SRI :

Les sources de revenu des ménages sont des facteurs clés dans l'adoption du SRI et indiquent leur rôle important d'une part, de la disponibilité saisonnière de la main d'œuvre familiale, d'autre part des liquidités monétaires.

Comme Objectifs spécifiques, nous avons parlé de l'autosuffisance en riz et l'amélioration de revenus des Riziculteurs. Dans l'hypothèse où le riziculteur maîtrise les cinq (5) composants du nouveau modèle de culture rizicole, le paysan peut avoir un rendement de sept (7) tonnes à l'hectare.

En effet, les riziculteurs sont plus avantageux et peuvent ainsi améliorer au maximum leur rendement d'autant plus la région est dotée d'une superficie cultivable appropriée.

Mais la variation de la production communautaire est déterminée par certains facteurs. Il y a par exemple les fléaux naturels : Inondation, sécheresse, autrement dit le déséquilibre saisonnier dû au climat et à la qualité du sol.

A titre d'idée, nous vous présentons un tableau comparatif faisant apparaître les investissements nécessaires pour une culture traditionnelle à un repiquage en ligne et le rendement.

#### ETUDES COMPARATIVE DES RENDEMENTS DE LA REGION :

- Les superficies cultivables dans la région :
- **151.191 hectares**<sup>33</sup>
- Les superficies cultivées de riz dans la région :
- **79.841 hectares**<sup>34</sup>

#### LES RENDEMENTS DONNES<sup>35</sup> :

- Par la méthode traditionnelle : 1,5 t/ha
- Par la méthode intensive : 5 t/ ha

Rendement= superficie X rendement/ha
--------------------------------------

<sup>33</sup> Voir tableau n° 04

<sup>34</sup> Voir tableau n° 04

<sup>35</sup> D'après fiche technique des deux systèmes de culture

**Pour la méthode traditionnelle :**

Les superficies cultivées donnent :

79.841 ha X 1,5t/ ha = **119.782 Tonnes**

Les superficies cultivables peuvent donner :

151.191 ha X 1,5 t / h= **226.786 Tonnes**

Soit une différence de : **107.004 Tonnes**

**Pour la méthode intensive :**

Les superficies cultivées peuvent donner :

79.841 ha X 5 t/ ha = **399.205 Tonnes**

Les superficies cultivables :

151.191 X 5 t/ ha = **755.955 Tonnes**

Soit une différence de **356.750 Tonnes**

La région peut donc donner un rendement de **744.955 tonnes** pour une période cultivable au lieu de leur rendement actuel qui est très faible : **119.782 tonnes** seulement.

Soit une différence de : **652.173 Tonnes**, un rendement qui peut changer la situation de la région.

Ce qui implique que l'application de la SRI est très avantageuse pour les paysans.

Pour une superficie de 1 ha, le rendement en SRI est au moins 5 tonnes, alors que pour la méthode traditionnelle il en est de 1,5 tonne.

**L'évaluation des rendements et la différence est donnée par la synthèse suivante :**

SRI : - 5 t/ ha qui équivaut à 5 000 kgs de paddy, qui est évalué à 367 vata, qui vale 8 000 ariary chacun. ( un vata = 14 kgs de paddy)

Le montant total des rendements, en SRI est alors évalué à 2.944.000 ariary.

Système traditionnelle : -1,5t/ha qui équivaut à 1500 kgs de paddy, qui est évalué à 107 vata,